

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

paraissant le jeudi de chaque semaine



ABONNEMENTS			ABONNEMENTS ET INSERTIONS		ANNONCES ET AVIS	
	6 MOIS	UN AN				
Côte d'Ivoire et pays			Adresser les demandes d'abonnement au Chef du Service des Journaux officiels de la République de Côte d'Ivoire, B.P. V 70 Abidjan, BCEAO A 0005 0002..		La ligne décomposée en corps 8 de 62 lettres ou signes, interlignes et blancs compris	
CAPTEAO : voie ordinaire . . .	12.000	22.000			1.750 francs	
voie aérienne . . .	18.000	29.000			Pour chaque annonce répétée, la ligne. . .	
Etranger : France et pays extérieurs					1.000 francs	
communs : voie ordinaire	15.000	25.000	Les abonnés désireux de recevoir un reçu, sont priés d'ajouter à leur envoi le montant de l'affranchissement.		Il n'est jamais compté moins de 10 lignes ou perçu moins de	
voie aérienne	20.000	40.000			17.500 francs	
Autres pays : voie ordinaire	15.000	25.000				
voie aérienne	21.000	42.000				
Prix du numéro de l'année courante		800	Les insertions au J.O.R.C.I. devront parvenir au Service des Journaux officiels au plus tard le jeudi précédant la date de parution du J.O.		Pour les exemplaires à certifier et à légaliser, il sera perçu	
au-delà du cinquième exemplaire		500			en plus du prix du numéro les frais de timbre et de	
Prix du numéro d'une année antérieure		1.000			légalisation en vigueur.	
Prix du numéro légalisé		1.200				
Pour les envois par poste, affranchissement en plus.						

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

2008 ACTES DU GOUVERNEMENT

MINISTERE DU PLAN
ET DU DEVELOPPEMENT

2008

12 fév. Arrêté n° 1 MEMPD.CAB. portant organisation et fonctionnement du Comité national du Recensement. 102

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

2007

10 déc. Arrêté n° 671 MEF.DGTCP.IGT. portant décharge totale de responsabilité de M. NASSOU Digbeu, assistant comptable, mle 235 775-D, ex-payeur du département d'Alépé. 103

2008

31 janv. Arrêté n° 38 MEF.DGTCP.DT.SDAMB portant définition et fixation du taux d'intérêt légal en vigueur pour l'année civile 2008. 104

31 janv. Arrêté n° 39 MEF.DGTCP.SDAMB. portant dérogation à la condition de nationalité en faveur de M. Mathieu Mandeng Batoum. 104

14 fév. Arrêté n° 66 MEF. CAB. modifiant l'arrêté n° 463MDPMEF.CAB. du 30 novembre 2006 portant création et organisation de la Commission pour le Suivi des Opérations financières avec l'Extérieur (COSOFÉ). 105

14 fév. Arrêté n° 68 MEF.CAB. portant modification de la structure du Capital social de SAFCA-ALIOS FINANCE. 105

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE L'EMPLOI

2006

Actes de Gestion du Personnel. 106

MINISTERE DE LA PRODUCTION ANIMALE
ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

2008

1^{er} fév. Arrêté n° 17 MIPARH.DPE. agréant l'Entreprise «NEXTEKCI» pour la production et la commercialisation des œufs à couvrir et des poussins de volailles de basse-cour. 107

MINISTERE DE LA SANTE
ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

2007

13 juin Décret n° 2007-507 portant organisation du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique. 107

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE
ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE**

2000

4 fév Arrêté n° 25 MIT.DDSP. constatant la fin de réalisation des travaux d'investissement et la mise en exploitation de la société ADAM AFRIQUE à Sikensi.

113

29 mars Arrêté n° 454 MIT.MEF. portant agrément à l'investissement de la société United Oil Compagny (UOC) pour la transformation industrielle de l'huile de palme brute en huile de palme raffinée, à Sikensi.

114

2003

7 avril Arrêté n° 9 MIDSP.DPIP. modifiant et complétant l'arrêté n° 25 MIT.DDSP du 4 février 2000, constatant la fin de réalisation des travaux d'investissement et la mise en exploitation de la société ADAM AFRIQUE, sur toute l'étendue de la Côte d'Ivoire.

115

24 juil Arrêté n° 23 MIDSP.DPIP. constatant la fin de réalisation des travaux d'investissement et la mise en exploitation de la société United Oil Company (UOC) pour transformation industrielle de l'huile de palme brute en huile de palme raffinée, à Sikensi.

115

2005

4 fév Arrêté n° 12 MIDSP.DDSP. modifiant et complétant l'arrêté n° 23 MIDSP.DPIP du 24 juillet 2003 constatant la fin de réalisation des travaux d'investissement et la mise en exploitation de la société UNITED Oil Company(UOC) à Sikensi.

116

21 mars Arrêté n° 37 MIDSP.DDSP. modifiant et complétant l'arrêté n° 9 MIDSP.DPIP du 7 avril 2003, constatant la fin de réalisation des travaux d'investissement et la mise en exploitation de la société ADAM AFRIQUE, sur toute l'étendue de la Côte d'Ivoire.

116

PARTIE NON OFFICIELLE

Direction de l'Enregistrement du Timbre, du Domaine, de la Conservation foncière et du Cadastre. – Bureau de Gagnoa – Avis de demandes d'immatriculations

116

Avis et Annonces

118

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT

**MINISTERE DU PLAN
ET DE DEVELOPPEMENT**

ARRETE n° 01 MEMPD.CAB. du 12 février 2008 portant organisation et fonctionnement du Comité national du Recensement.

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 96-975 du 18 décembre 1996 portant transformation de l'Etablissement public «Institut national de la Statistique» en société d'Etat ;

Vu le décret n° 2006-312 du 25 octobre 2006 portant institution et organisation du recensement général de la Population et de l'Habitat en Côte d'Ivoire ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement de Transition ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement,

ARRETE :

CHAPITRE I

Disposition générale

Article premier. – Pour la réalisation du Recensement général de la Population et de l'Habitation (RGPH), il est créé, conformément à l'article 2 du décret n° 2006-312 du 25 octobre 2006, un comité national du Recensement.

CHAPITRE II

Organisation du Comité national du Recensement

Art. 2. – Le Comité national du Recensement est composé comme suit :

M. ASSEMIEN Alexandre, directeur de Cabinet, représentant du Ministre d'Etat, Ministre du Plan et du Développement, Président ;

Lieutenant-Colonel DOSSO Gouehi, représentant du Ministre de la Défense ;

M. DIAHORE Zarabé Pierre Vianey, directeur des Affaires générales, représentant du Ministre de l'Intérieur ;

M. TAMBLA Cinaly, sous-directeur de la Statistique et de la Prévision, représentant du Ministre de l'Agriculture ;

Docteur GUESSAN Bi Gouzan, représentant du Ministre de la Santé et de l'Hygiène publique ;

M. N'DA Kouadio Jules, directeur des Ecoles, Lycées et Collèges, représentant du Ministre de l'Education nationale ;

M. FOFANA Médiatié, représentant du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique ;

M. TOURE Aliou, directeur de Planification et des Statistiques, représentant du Ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle ;

M. SEKA Séka Clément, directeur de l'Informatique, représentant du Ministre de la Fonction publique et de l'Emploi ;

M. KONATE Oumar, Conseiller technique, représentant du Ministre des nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) ;

M. KOUADIO Kapet Guillaume, chef de service de la Planification et de l'Evaluation, représentant du Ministre de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Habitat ;

Mme ESSOH Lattroh Marie, Conseiller technique, représentante du Ministre de l'Economie et des Finances ;

Mme ALLOH N. Ida, Directeur de Cabinet adjoint, représentante du Ministre de la Communication ;

Honorable Député MATTO Joseph, représentant de l'Assemblée nationale ;

Honorable Député DAGO Koudou, représentant de l'Assemblée nationale ;

Mme FADIGA Safoura, représentante du Conseil Economique et Social ;

M. YAPO Aman Pierre, représentant du Conseil Economique et social ;

M. COULIBALY Gninfolo Lazare, démographe à l'unité de Recherche et Evaluation de l'AIBEF (Association Ivoirienne pour le Bien-être Familial) représentant des Organisations Non Gouvernementales de Côte d'Ivoire, traitant des problèmes de population ;

Mme MADY Annick, Présidente du RIOF (Reseau Ivoirien des organisations Féminines), représentante des Organisations Non Gouvernementales en Côte d'Ivoire, traitant des problèmes de population ;

M. KOUAME Attingbré Jules, Maire de la commune de Bodokro, représentant de l'UVICOCI (Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire) ;

M. AKE Jean-Baptiste, Secrétaire Permanent de l'UVICOCI, représentant de l'UVICOCI, (Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire) ;

M. AKOI Kacou Innocent, Président du Conseil général de Grand-Bassam, représentant de l'ADDCI (Association des Districts et Départements de Côte d'Ivoire) ;

M. BITTY Kokora Pierre, Président du Conseil général de Tiassalé, représentant de l'ADDCI (Association des Districts et Départements de Côte d'Ivoire) ;

L'Abbé N'KAYO André, Prêtre Catholique, responsable de la Communication du Forum national des Confessions religieuses, représentant des communautés religieuses ;

Pasteur KRA Emmanuel, Eglise Adventiste du 7^e jour, Secrétariat général du Forum national des confessions religieuses, représentant des communautés religieuses ;

Imam KONE Ibrahima, Conseil national Islamique, Secrétariat général du Forum national des Confessions religieuses des Communautés religieuses ;

Mme YESSOH épouse GOORE-BI Christine, directeur général de la Population et du Renforcement des Capacités ;

M. MELEU Mathieu, directeur général de l'Institut national de la Statistique (INS) ;

M. KOFFIN'Guessan, directeur de l'ENSEA (Ecole nationale supérieure de Statistique et d'Economie appliquée).

CHAPITRE III

FONCTIONNEMENT DU COMITE NATIONAL DU RECENSEMENT

Art. 3. – Le Comité national du Recensement veille à la bonne exécution des décisions arrêtées par le Comité interministériel de tutelle du Recensement en vue du bon déroulement des opérations de recensement.

A cette fin, il est chargé de prendre toutes les dispositions utiles sur l'ensemble du territoire national pour développer un climat favorable au recensement et obtenir le concours actif de la population.

Art. 4. – Le Comité national du Recensement est représenté au niveau départemental, sous-préfectoral et communal, respectivement par un comité préfectoral, sous-préfectoral et communal. Il est composé de représentants des différents membres correspondant du comité et du représentant du Préfet, du sous-Préfet ou du Maire.

La Présidence du comité préfectoral est assurée par le Préfet ou son représentant.

La présidence du comité sous préfectoral est assurée par le sous-préfet ou son représentant.

La présidence du comité communal est assurée soit par le Préfet ou son représentant, soit par le sous-préfet ou son représentant.

Art. 5. – Le Comité national du Recensement se réunit sur convocation de son Président autant que de besoin et en tout état de cause au moins une fois par mois.

Les délibérations du Comité national du Recensement font l'objet de compte rendu signé par son Président et diffusé aux membres.

Art. 6. – Les fonctions de membre de Comité national du Recensement ou de comités départemental, sous préfectoral et communal sont exercées à titre gratuit.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINALES

Art. 7. – Le Président du comité national du Recensement est chargé de l'application du présent arrêté.

Art. 8. – Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 12 février 2008.

Antoine BOHOUN BOUABRE.

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Arrêté n° 671 MEF/DGTCP/IGT du 10 décembre 2007 portant décharge totale de responsabilité de M. NASSOU Digbeu, Assistant Comptable, mle 235 775-D, ex-payeur du département d'Alépé.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la loi n° 2000-513 du 1^{er} août 2000 portant constitution de la République de Côte d'Ivoire ;

Vu la loi n° 59-249 du 31 décembre 1959 portant loi organique des finances et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 64-240 du 26 juin 1964 portant réglementation en matière de responsabilité et de débits des Comptables publics et les textes qui l'ont modifié ;

Vu le décret n° 69-304 du 4 juillet 1969 portant fixation des garanties que les comptables publics, fonctionnaires et agents assimilés doivent constituer avant leur installation ou leur prise de fonctions et précisant les modalités de ces garanties ;

Vu le décret n° 97-582 du 8 octobre 1997, modifiant le décret n° 92-115 du 16 mars 1992 portant organisation de la Direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor ;

Vu le décret n° 2005-42 du 3 février 2005 portant nomination du Directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-468 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu l'arrêté n° 86/MEMEF/DGTCP/CE du 3 avril 2003 portant délégation des Trésoriers dans les fonctions de Payeurs de départements de 2^e catégorie à la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique ;

Vu l'arrêté n° 546/MEMEF/DGTCP du 28 décembre 2004 portant mise en débet de M. NASSOU Digbeu, Assistant Comptable, mle 235 775-D, ex-payeur du département d'Alépé ;

Vu le procès-verbal n° 38/MSI/DGPN/DPEF/SDEF du 7 février 2004 de la Direction de la Police Economique ;

Vu copie de la demande d'actions judiciaires contre le sieur SORO Adama et autres en date du 6 février 2004 ;

Vu la demande n° 62 de remise gracieuse de l'intéressé en date du 21 juin 2005,

ARRETE :

Article premier. – M. NASSOU Digbeu, Assistant Comptable, mle 235 775-D, ex-payeur du département d'Alépé bénéficie d'une décharge totale de responsabilité de 10 596 100 (Dix millions cinq cent quatre vingt seize mille cent) francs CFA .

Art. 2. – L'ordre de recette d'égale montant émis à l'encontre de l'intéressé par le Directeur général du Budget et des finances est rapporté.

Art. 3. – Le Directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique, le directeur général du Budget et des Finances, l'Agent Comptable central des Créances contentieuses sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 10 décembre 2007.

DIBY Koffi Charles.

Arrêté n° 38 MEF/DGTCP/DT/SDAMB du 31 janvier 2008 portant définition et Fixation du taux d'intérêt légal en vigueur pour l'année civile 2008.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 90-589 du 25 juillet 1990 portant réglementation bancaire en République de Côte d'Ivoire ;

Vu la loi n° 77-523 du 30 juillet 1977 portant fixation du taux d'intérêt légal, limitation du taux d'intérêt conventionnel et répression des opérations usuraires en République de Côte d'Ivoire, telle que modifiée par la loi n° 81-638 du 31 juillet 1981 et la loi n° 2005-555 du 2 décembre 2005, en ses articles 1, 3 et 5 relatifs respectivement au taux d'intérêt légal, aux conditions d'une majoration du seuil constitutif du délit de l'usure pour certaines catégories d'opérations et à la définition de l'usure ;

Vu le décret n° 92-311 du 15 mai 1992 relatif au classement, à la forme juridique et aux opérations des Etablissements financiers ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-468 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances ;

ARRETE :

TITRE I

Définition

Article premier. – En application des dispositions de l'article 1^{er} de la loi n° 77-523 du 30 juillet 1977 portant fixation du taux d'intérêt légal, limitation du taux d'intérêt conventionnel et répression des opérations usuraires, telle que modifiée par la loi n° 81-638 du 31 juillet 1981 et de la loi n° 2005-555 du 2 décembre 2005, le taux d'intérêt légal fixé pour l'année civile est égal en toute matière, à la moyenne pondérée du taux d'escompte pratiqué par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) au cours de l'année précédente.

TITRE II

Modalités

Art. 2. – Le taux d'intérêt légal en vigueur, pour l'année civile 2008, est fixé à 4,75%.

Art. 3. – Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Art. 4. – Le directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique, le directeur général de l'Economie, le directeur national de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), les Banques et Etablissements Financiers, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 31 janvier 2008.

DIBY Koffi Charles.

ARRETE N° 39/MEF/DGTCP/SDAMB du 31 janvier 2008 portant dérogation à la condition de nationalité en faveur de M. Mathieu MANDENG BATOU.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu le Traité du 14 novembre 1973 constituant l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) ;

Vu la Convention du 24 avril 1990 portant création de la Commission bancaire de l'UMOA ;

Vu les articles 29 et 30 de l'annexe de ladite convention ;

Vu la loi n° 90-589 du 25 juillet 1990 portant réglementation bancaire en Côte d'Ivoire, en ses articles 14 et 15 ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu la circulaire n° 09-99/CB du 14 septembre 1999 précisant les dispositions relatives à la dérogation à la condition de la nationalité en faveur des Administrateurs et des dirigeants étrangers ;

Vu la demande de dérogation en date du 22 octobre 2007 introduite par la Standard Chartered Bank (SCB-CI) en faveur de Mathieu MANDENG BATOUUM ;

Vu la décision n° 383/CB/P portant avis conforme favorable à la demande de dérogation à la condition de nationalité introduite par la Standard Chartered Bank (SCB-CI) pour l'exercice des fonctions d'Administrateur ;

Considérant que la requête de la Standard Chartered Bank (SCB-CI) a été introduite conformément à la procédure en vigueur ;

Constatant que M. Mathieu MANDENG BATOUUM satisfait aux conditions d'honorabilité et de compétence requises par la réglementation bancaire pour exercer les fonctions d'Administrateur,

ARRETE :

Article premier. – Il est accordé une dérogation à la condition de nationalité en faveur de M. Mathieu MANDENG BATOUUM, de nationalité camerounaise, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur au sein de la Standard Chartered Bank (SCB-CI).

Art. 2. – Le directeur national de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), le directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique et le directeur général de l'Economie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 31 janvier 2007.

DIBY Koffi Charles.

ARRETE N° 66/MEF/CAB du 14 février 2008 modifiant l'arrêté n° 463/MDPMEF/CAB du 30 novembre 2006 portant création et organisation de la Commission pour le Suivi des Opérations financières avec l'Extérieur (COSOFÉ).

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu le Traité consultatif de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UMOA) ;

Vu le règlement n° R09/98CM/UEMOA du 20 décembre 1998 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;

Vu la loi n° 93-661 du 9 août 1993 relative au secret bancaire ;

Vu la loi n° 97-397 du 11 juillet 1997 relative au contentieux des infrastructures au contrôle des changes ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-468 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu l'arrêté n° 463/MDPMEF/CAB du 30 novembre 2006 portant création et organisation de la Commission pour le Suivi des Opérations financières avec l'Extérieur (COSOFÉ) ;

Vu les nécessités de service,

ARRETE :

Article premier. – L'article 4 de l'arrêté n° 463/MDPMEF/CAB du 30 novembre 2006 portant création et organisation de la Commission pour le Suivi des Opérations financières avec l'Extérieur (COSOFÉ) est reformulé comme ci-après :

«La COSOFÉ est composée de onze membres comme suit :
un membre du Cabinet du ministre chargé des Finances :
Président ;

le Directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique ou son représentant, Vice-Président ;

le Directeur national de la BCEAO ou son représentant, Secrétaire

le Directeur général des Douanes ou son représentant ;

le Directeur général des Impôts ou son représentant ;

le Directeur général de l'Economie ou son représentant ;

un représentant de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements financiers de Côte d'Ivoire (APBEF-CI) ;

un représentant de l'Association nationale des Agréés de Change manuel de Côte d'Ivoire (ANACMA-CI) ;

un agent de la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique, en charge des questions de finances extérieures ;

un agent de la Direction générale des Douanes, en charge du suivi des exportations et importations ;

un agent de la Direction nationale de la BCEAO, en charge du suivi de la réglementation des changes.

Art. 2. – Le directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique et le directeur national de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour la Côte d'Ivoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 14 février 2008.

DIBY Koffi Charles.

ARRETE N° 68/MEF/CAB du 14 février 2008 portant modification de la Structure du Capital social de SAFCA-ALIOS FINANCE.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu le Traité du 14 novembre 1973 constituant l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) ;

Vu la Convention du 24 avril 1990 portant création de la Commission bancaire de l'UMOA, notamment les articles 29 et 30 de son annexe ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 90-589 du 25 juillet 1990 portant réglementation bancaire en Côte d'Ivoire ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-468 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu l'arrêté n° 011/MEFP du 5 janvier 1996 du ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie, des Finances et du Plan, portant réimmatriculation des établissements de crédit, notamment la Société Africaine de Crédit Automobile inscrite sous le n° A0001W ;

Vu la décision n° 327/CB/C de la Commission bancaire de l'UMOA du 7 décembre 2007 portant avis conforme favorable à une demande d'autorisation préalable introduite par la Société Africaine de Crédit Automobile (SAFCA-ALIOS FINANCE) pour la modification de la structure de son capital social ;

Vu les nécessités de service,

ARRETE :

Article premier. – SAFCA-ALIOS FINANCE est autorisée à modifier la structure de son capital social, suite au rachat par la Holding pour le développement du financement des investissements en Afrique (HOLDEFT) de 1,98% des actions détenues par Renault Crédit International (RCI Banque).

A l'issue de cette opération, la participation de HOLDEFT évoluera de 49,9% à 51,89%.

Art. 2. – Le Directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique et le Directeur national de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour la Côte d'Ivoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 14 février 2008.

DIBY Koffi Charles.

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE L'EMPLOI

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE L'EMPLOI ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 92-570 du 11 septembre 1992 portant statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret n° 93-607 du 2 juillet 1993 portant modalités communes d'application du statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret 93-608 du 2 juillet 1993 portant classification des grades et emploi dans l'Administration de l'Etat et dans les Etablissements publics nationaux ;

Vu le décret n° 93-609 du 2 juillet 1993 portant modalités particulières d'application du statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret 2005-800 du 28 décembre 2005 portant nomination des membres du Gouvernement de Transition ;

Vu le décret n° 2006-03 du 25 janvier 2006 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-243 du 2 août 2006 portant organisation du ministère de la Fonction publique de l'Emploi et de la Réforme administrative ;

Vu le décret n° 2004-207 du 11 mars 2004 portant nomination de directeurs généraux et de directeurs centraux du ministère de la Fonction publique et de l'Emploi ;

Vu l'arrêté n° 3436 du 5 avril 2004 portant délégation de signature à M. AKA Koffi Bernard directeur général de la Fonction publique,

ARRETE :

ARRETE n° 10040 MFPERA.DGFP.DGPCE.SD1 portant nomination au grade B3 dans l'Emploi de Technicien supérieur de l'Informatique - option : gestion .

Article premier. – M. DE Romain Richard (mle 315 961-Y) né le 2 mars 1973 admis au concours de recrutement d'accès à l'Emploi de technicien supérieur de l'Informatique - Option : Gestion au titre de l'année 2004, est nommé au grade B3 dans l'emploi de technicien supérieur de l'informatique, catégorie B, 2^e classe, 1^{er} échelon stagiaire, indice 530.

Art. 2. L'intéressé est mis à la disposition du ministère du Commerce.

Art. 3. Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé qui ne peut être antérieure au 27 janvier 2006, date de signature de sa note de service, sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 16 novembre 2006.

AKA Koffi Bernard.

ARRETE n° 10061 MFPERA.DGFP.DGPCE.SD1 portant nomination au grade C1 dans l'Emploi d'Adjoint administratif.

Article premier. – M. KOKOH Kouassi (mle 317 057-T) né le 10 juillet 1967 admis au concours direct d'accès à l'Emploi d'Adjoint administratif, au titre de l'année 2004, est nommé au grade C1, dans l'emploi d'Adjoint administratif, catégorie C, 2^e classe, 1^{er} échelon stagiaire, indice 360.

Art. 2. L'intéressé est mis à la disposition du ministère délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Art. 3. Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé qui ne peut être antérieure au 12 avril 2006, date de signature de sa note de service, sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 20 novembre 2006.

AKA Koffi Bernard.

ARRETE n° 11353 MFPERA.DGFP.DGPCE.SD1 portant nomination au grade C2 dans l'Emploi de Secrétaire dactylographe.

Article premier. – Mme DEZAÏ née N'GUESSAN Amani Lucie Béatrice (mle 314 003-T) née le 27 mars 1967 admise au concours direct d'accès à l'Emploi de Secrétaire dactylographe, au titre de l'année 2004, est nommée au grade C2, dans l'Emploi de Secrétaire dactylographe, catégorie C, 2^e classe, 1^{er} échelon stagiaire, indice 375.

Art. 2. L'intéressée est mise à la disposition du ministère du Tourisme.

Art. 3. Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé qui ne peut être antérieure au 4 janvier 2006, date de signature de sa note de service, sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 26 décembre 2006.

AKA Koffi Bernard.

ARRETE n° 11443 MFPERA.DGFP.DGPCE.SD1 portant nomination au grade C1 dans l'Emploi de Commis du Trésor.

Article premier. – l'arrêté n° 1849MFPE/DGFP/DGPCE/SD1 du 11 mars 2003 portant nomination au grade D1, dans l'Emploi de Surveillant des Etablissements Pénitentiaires de Mlle BOA Emma Joseline (mle 293 033-L), est rapporté.

Art. 2. – Mlle BAO Emma Joseline (mle 312 809-E) née le 25 décembre 1975 admise au concours direct d'accès à l'Emploi de Commis du Trésor, au titre de l'année 2004, est nommée au grade C1, dans l'Emploi de Commis du Trésor, catégorie C, 2^e classe, 1^{er} échelon stagiaire, indice 360.

Art. 3. L'intéressée est mise à la disposition du ministère délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Art. 4. Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressée qui ne peut être antérieure au 1^{er} octobre 2004, sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 29 décembre 2006.

AKA Koffi Bernard.

MINISTERE DE LA PRODUCTION ANIMALE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

Arrêté n° 17 MIPARH/DPE. du 1^{er} février 2008 agréant l'Entreprise «NEXTEKCI», pour la production et la commercialisation des œufs à couvrir et des poussins de volailles de basse-cour.

LE MINISTRE DE LA PRODUCTION ANIMALE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES,

Vu la loi n° 63-301 du 26 juin 1963 relative à la répression des fraudes, dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles ;

Vu le décret n° 96-435 du 3 juin 1996 réglementant la production et la commercialisation des œufs à couvrir et des poussins de volailles de basse-cour ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-471 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de la Production animale et des Ressources Halieutiques ;

Vu l'arrêté n° 163. MINAGRI du 14 août 1996, relatif à l'agrément des opérateurs économiques intervenant dans la production, l'importation et la commercialisation des œufs à couvrir et des poussins de volailles de basse-cour ;

Vu le dossier présenté par le demandeur à la date du 30 octobre 2007 ;

Vu le rapport de visite technique du 18 janvier 2008 établi par la direction départementale d'Agnibilékrou,

ARRETE :

Article premier. – L'Entreprise NEXTEKCI, B.P. 738 Agnibilékrou, est agréée pour une période d'un an renouvelable, en qualité de producteur et commerçant des œufs à couvrir et des poussins de volailles de basse-cour.

Art. 2. – L'Entreprise NEXTEKCI doit tenir à jour des livres destinés à l'enregistrement quantitatif et qualitatif des entrées (œufs à couvrir, produits et matériels d'entretien), sorties et destinations des poussins d'un jour ; Communiquer trimestriellement au ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques, toutes les données statistiques concernant son activité et se prêter à tout contrôle des agents compétents.

Art. 3. – Le directeur des Productions d'Elevage procède au renouvellement annuel de l'agrément par décision si les mesures précitées sont satisfaites et sur avis circonstancié du directeur régional de la Production Animale et des Ressources Halieutiques du Moyen-comoé.

Art. 4. – Sous peine de l'application des sanctions prévues par la loi n° 63-301 du 26 juin 1963 relative à la répression des fraudes, tout changement intervenant dans le lieu d'implantation de l'unité d'accoupage, son équipement ou la cessation de tout ou partie de ses activités, devra être immédiatement porté à la connaissance du ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques.

Art. 5. – Le directeur des Productions d'Elevage et le Directeur régional de Moyen-comoé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature et qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 1^{er} janvier 2008.

DOUATI Alphonse.

MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

DECRET n° 2007-507 du 13 juin 2007 portant organisation du ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique.

LE MINISTRE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE,

Sur rapport du Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique ;

Vu la Constitution ;

Vu l'Accord politique de Ouagadougou en date du 4 mars 2007 ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 14 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement de Transition ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. – Pour l'exercice de ses attributions, le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique dispose, outre le Cabinet, de Directions et de Service rattachés au Cabinet, de Directions générales, de Directions centrales, de Services extérieurs, de Programmes de Santé et de Projets de Santé, qu'il est chargé d'organiser par arrêté.

CHAPITRE I

Le Cabinet

Art. 2. – Le Cabinet comprend :

- Le Directeur de Cabinet ;
- Le Directeur de Cabinet Adjoint ;
- Le Chef de Cabinet ;
- sept Conseillers techniques ;
- Six Chargés d'Etudes ;
- Deux Chargés de missions ;
- Le chef du Secrétariat Particulier.

Un arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique détermine l'organisation, les attributions et le fonctionnement du cabinet.

CHAPITRE II

Les Directions et Services Rattachés au Cabinet.

Art. 3. – Sont rattachés au Cabinet du Ministre, les Directions et Services ci-après :

- L'Inspection générale de la Santé et de Hygiène publique (IGSHP) ;
- La Direction des Affaires financières (DAF) ;
- La Direction des Ressources humaines (DRH) ;
- La Direction des Infrastructures, de l'Equipeement et de la Maintenance (DIEM) ;
- La Direction de la Formation et de la Recherche (DFR) ;
- La Cellule de Prospective et de Stratégie (CPS) ;
- Le Service d'Appui aux Services extérieurs et à la Décentralisation (SASED) ;
- Le Service du Contrôle de Gestion (SCG) ;
- Le Service de la Communication et des Relations publiques (SCRIP) ;
- Le Service de la Coopération Internationale (SCI) ;
- Le Service Juridique (SJ) ;
- Le Service d'Informatique (SI) ;
- Les Organes Consultatifs (O.C.).

Art. 4. L'Inspection générale de la Santé et de l'Hygiène publique (GSHP) est chargée :

- De procéder à tout contrôle administratif, financier et sanitaire des Etablissements et Services relevant du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique ;

De veiller à la diffusion et à l'application de la législation, de la réglementation et des directives ministérielles.

L'Inspection générale de la Santé et de l'Hygiène publique est dirigée par un Inspecteur général nommé par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique. L'Inspecteur général est assisté par trois chargés d'études.

L'Inspection générale de la Santé et de l'Hygiène publique est organisée en quatre sections :

- La section d'Inspection des Services médicaux ;
- La section d'Inspection des Services pharmaceutiques ;
- La section d'Inspection des Services paramédicaux ;
- La section d'Inspection des Services administratifs et financiers.

Chaque section d'Inspection est dotée de quatre postes d'Inspecteurs techniques dont un Inspecteur en chef.

Les Inspecteurs en chef et les inspecteurs techniques sont nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique avec rang d'Inspecteur de ministère.

Les chargés d'études sont nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique avec rang de chargé d'études de Cabinet ministériel.

Art. 5. – La Direction des Affaires Financières (DAF) est chargée :

- De préparer le budget annuel du ministère et de tenir la comptabilité ;
- De faire la passation des marchés initiée par les structures du ministère ;
- D'assurer le suivi des appuis extérieurs, le recouvrement des coûts des actes de santé et de celui des ressources propres ;
- D'initier des études en matière d'économie de la santé.

Elle comprend quatre sous-directions :

- La sous-direction du Budget et de la Comptabilité ;
- La sous-direction de la Passation des Marchés ;
- La sous-direction du Suivi des Appuis extérieurs, du Recouvrement des Coûts des Actes de Santé et des Ressources propres ;
- La sous-direction des Études économiques.

La direction des Affaires financières est dirigée par un directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Le directeur des Affaires financières est assisté par quatre sous-directeurs nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Art. 6. – La Direction des Ressources Humaines (DRH) est chargée :

- D'assurer la programmation et le contrôle des effectifs ;
- D'assurer le redéploiement des personnels déplacés ;
- De gérer les carrières des personnels du ministère ;
- D'élaborer les contrats de travail en collaboration avec le service juridique du ministère et d'assurer leur gestion ;
- De promouvoir les ressources humaines.

Elle comprend deux sous-directions :

- La sous-direction de la Programmation, du Contrôle des Effectifs et du Redéploiement des Personnels déplacés ;
- La sous-direction de la Planification, de la Gestion des Carrières et des Contrats de Travail.

La direction des Ressources humaines est dirigée par un directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Le directeur des ressources Humaines est assisté par deux sous-directeurs nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Art. 7. – La direction des Infrastructures, de l'Équipement et de la Maintenance (DIEM) est chargée :

- D'élaborer les normes et standards des bâtiments et des équipements ;
- D'élaborer les normes de sécurité relatives aux infrastructures, aux installations techniques, aux équipements biomédicaux et aux matériels ;
- D'assurer la programmation des investissements, le suivi et le contrôle des programmes de construction et d'entretien des infrastructures ;
- De réaliser les études techniques pour la construction, l'équipement et l'entretien des infrastructures sanitaires et de suivre les travaux pour le compte du ministère ;
- De gérer la parc roulant du ministère ;
- D'assurer la maintenance des infrastructures et des équipements ;
- D'assister et conseiller dans le domaine des équipements et des infrastructures sanitaires toutes les structures du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique ;
- De coordonner et de suivre la mise en œuvre des projets d'investissement ciblés sur les Infrastructures et les Équipements.

Elle comprend trois sous-directions :

- La sous-direction des Études, de la normalisation et de la Programmation des Investissements ;
- La sous-direction des Infrastructures et des Équipements ;
- La sous-direction de la Maintenance.

La direction des Infrastructures, de l'Équipement et de la Maintenance est dirigée par un directeur nommé par décret pris en conseil des ministres, sur proposition du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Le directeur des Infrastructures, de l'Équipement et de la Maintenance est assisté par trois sous-directeurs nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Art. 8. – La direction de la Formation et de la Recherche (DFR) est chargée :

- D'élaborer la politique de formation des personnels du ministère ;
- D'évaluer les besoins en formation initiale et continue ;
- d'assurer la planification et la programmation des formations continues ;
- De suivre les stagiaires en formation ;
- De coordonner les activités d'attribution des bourses de formation continue ;
- D'impulser et de coordonner la recherche médicale et pharmaceutique.

Elle comprend trois sous-directions :

- La sous-direction de la Planification des Formations ;
- La sous-direction de la Formation continue et des Stages ;
- La sous-direction de la Recherche en Santé.

La direction de la Formation et de la Recherche est dirigée par un directeur nommé par décret pris en conseil des ministres sur proposition du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Le directeur de la Formation et de la Recherche est assisté par trois sous-directeurs nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Art. 9. – La Cellule de Prospective et de Stratégie (CPS) est chargée :

- D'animer la réflexion sur les grandes orientations du ministère et proposer les réformes sectorielles qui en découlent ;
- D'animer la réflexion sur les besoins sanitaires à venir des populations et proposer les orientations stratégiques et les mesures opérationnelles pour y faire face ;
- D'animer la réflexion en vue de la conception d'une vision stratégique nouvelle à moyen terme du secteur sanitaire ;
- D'assurer, en collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux concernés, l'élaboration du nouveau plan décennal de développement sanitaire en liaison avec la DIPE.

La Cellule de Prospective et de Stratégie est animée par trois experts nationaux dont l'un est le coordonnateur.

Le coordonnateur de la Cellule de Prospective et de Stratégie est nommé par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique avec rang de chef de service autonome.

Les experts sont nommés par arrêté du ministre de la Santé avec rang de chargé d'études de cabinet ministériel. Ils peuvent être recrutés en dehors du secteur public, par appel à candidature, dans le cadre de contrats de travail à durée déterminée.

Art. 10. – Le service d'Appui aux Services extérieurs et à la Décentralisation (SASED) est chargé :

- D'assister les directions régionales et les directions départementales de la Santé et de l'Hygiène publique en matière de planification, d'organisation et de conduite des opérations de suivi et d'évaluation des activités sanitaires dans leurs aires respectives ;
- D'assister les hôpitaux généraux et les formations sanitaires dans la promotion de la qualité des services de santé ;
- D'assurer la programmation du processus de décentralisation administrative ;
- De suivre et de fournir une assistance aux parties dans le cadre du processus de transfert progressif des compétences aux entités décentralisées (conseils régionaux, conseils généraux, districts, villes, communes).

Le service d'Appui aux Services extérieurs et à la Décentralisation comprend deux bureaux :

- Le bureau chargé des services extérieurs ;
- Le bureau chargé du transfert des compétences aux entités décentralisées.

Le service d'Appui aux Services extérieurs et à la Décentralisation est dirigé par un chef de service nommé par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique avec rang de chef de service autonome.

Il est assisté par deux chefs de bureau nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique avec rang de chargé d'études de cabinet ministériel.

Art. 11. – Le Service du Contrôle de Gestion (SCG) est chargé :

- D'élaborer les outils et méthodes de gestion rationnelle des structures sanitaires et des services ;

– De suivre et de contrôler la gestion des établissements publics nationaux et des autres établissements sanitaires publics;

– D'assister dans ses missions, en cas de besoin, la section d'inspection des services administratifs et financiers de l'Inspection générale de la Santé et de l'Hygiène publique.

Il comprend trois bureaux :

- Le bureau Méthodes et Organisation ;
- Le bureau Suivi et Contrôle de Gestion des EPN ;
- Le bureau Suivi et Contrôle de Gestion des autres établissements sanitaires.

Le service du Contrôle de Gestion est dirigé par un chef de service nommé par arrêté du ministre de la santé et de l'Hygiène publique avec rang de chef de service autonome.

Il est assisté par trois chefs de bureau nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique avec rang de chargé d'études de cabinet ministériel.

Art. 12. – Le Service de la Communication et des Relations publiques (SCRIP) est chargé :

- D'élaborer et de mettre en œuvre la politique de communication, interne et externe du ministère ;
- D'organiser et de coordonner la communication officielle du ministère ;
- De veiller à l'amélioration de l'image du ministère auprès du public ;
- De promouvoir des actions de marketing et de sensibilisation en matière de santé et d'hygiène publique en liaison avec la direction générale de la santé et la direction générale de l'Hygiène publique.

Le service de la Communication et des Relations publiques est dirigé par un chef de service nommé par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, avec rang de chef de service autonome.

Il est secondé par deux Assistants nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique avec rang de chargé d'études de cabinet ministériel.

Art. 13. – Le Service de la Coopération Internationale (SCI) est chargé :

- De promouvoir et d'entretenir des relations de collaboration avec les services de communication des agences de coopération internationale, en vue de faciliter les échanges d'informations entre le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique et lesdites agences ;
- D'identifier et de favoriser des opportunités de partenariat avec les agences de coopération internationale ;
- D'élaborer et de suivre la mise en œuvre du calendrier des conférences et voyages internationaux du cabinet du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique et de ses différentes structures, en liaison avec le ministère des Affaires étrangères ;
- De rédiger et de suivre les communications en conseil des ministres afférentes aux conférences et voyages internationaux.

Le service de la Coopération Internationale est dirigé par un chef de service nommé par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, avec rang de chef de service autonome.

Il est secondé par deux Assistants nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, avec rang de chargé d'études de cabinet ministériel.

Art. 14. – Le Service Juridique (SJ) est chargé :

- De donner un avis juridique sur les projets de textes réglementaires et législatifs initiés par les Services techniques du ministère ;

- D'étudier et de rédiger les projets de convention ;
- De donner un avis juridique sur les contentieux portés à la connaissance du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique ;
- De mettre à jour et/ou de réviser les textes en vigueur en concertation avec les Services techniques concernés du ministère ;
- Etudier, rédiger et proposer à la signature les conventions finalisées avec les Services techniques du ministère ;
- Suivre l'exécution des conventions conclues avec le ministère.

Le service Juridique est dirigé par un chef de service nommé par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, avec rang de chef de service autonome.

Il est assisté par trois chargés d'études nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique avec rang de chargé d'études de cabinet ministériel.

Art. 15. – Le Service Informatique (SI) est chargé de :

- Etudier les besoins informatiques des services du ministère ;
- Concevoir et réaliser les applications ;
- Elaborer les normes d'équipements informatiques ;
- Etudier les appels d'offres informatiques ;
- Conseiller et assister les utilisateurs ;
- Gérer les licences et la documentation informatiques.

Le service Informatique est dirigé par un chef de service nommé par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, avec rang de chef de service autonome.

Il est secondé par deux Assistants nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, avec rang de chargé d'études de cabinet ministériel.

Art. 16. – Les Organes consultatifs (OC) sont :

- Le Comité national d'Action sanitaire ;
- Le Conseil de Santé ;
- La Commission nationale d'Hygiène publique ;
- La Commission nationale de Thérapeutique ;
- La Commission nationale de l'Enregistrement des Médicaments ;
- La Commission nationale de l'Equipeement sanitaire ;
- La Commission nationale d'Ethique et de la Recherche ;
- La Commission nationale de Programmation des Officines de Pharmacie ;
- La Commission nationale de Pharmacovigilance ;
- La Commission nationale de Promotion de l'Industrie pharmaceutique.

L'Organisation et le fonctionnement des Organes consultatifs sont fixés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

CHAPITRE III

La Direction Générale de la Santé

Art. 17. – La Direction générale de la Santé (D.G.S.) est chargée.

- D'animer, de coordonner et d'évaluer les activités des Directions centrales, et des programmes de santé placés sous son autorité ;
- De coordonner l'action des directions régionales et des directions départementales dans le domaine de la santé ;
- D'assurer le suivi et l'évaluation du fonctionnement et la mise en œuvre des plans d'actions des directions régionales et des directions départementales en liaison avec le service d'Appui aux Services extérieurs et à la Décentralisation (SASED) ;

- D'assurer le Suivi du fonctionnement des établissements publics nationaux sous tutelle technique du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique ;

- Instruire les dossiers de demande de convention et d'agrément en collaboration avec le service juridique et le Conseiller technique chargé des ONG.

La direction générale de la Santé est dirigée par un directeur général, nommé par décret pris en conseil des ministres sur proposition du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Le directeur général est assisté d'un directeur général adjoint et de quatre chargés d'études.

Le directeur général adjoint est nommé par décret pris en conseil des ministres, sur proposition du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique avec rang de directeur général d'Administration centrale.

Les chargés d'études sont nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique avec rang de chargé d'études de cabinet ministériel.

CHAPITRE IV

Les directions centrales et Services rattachés à la direction générale de la Santé.

Art. 18. - La direction de la Santé communautaire (DSC) est chargée :

- De réactiver et de promouvoir la mise en œuvre de la stratégie nationale des soins de santé primaire dans ses composantes promotionnelles, préventives et curatives ;

- D'organiser et de coordonner l'action humanitaire dans le domaine de la santé ;

- De promouvoir l'approche multisectorielle dans la résolution des problèmes de santé ;

- D'assurer la coordination d'ensemble, le suivi et l'évaluation des activités des programmes prioritaires de santé ;

- De promouvoir et de coordonner les initiatives des ONG œuvrant dans le domaine de la santé.

La direction de la Santé communautaire comprend quatre sous-directions :

- La sous-direction des Soins de Santé primaire ;

- La sous-direction de la Coordination, du Suivi et de l'Évaluation des Programmes et Projets de Santé ;

- La sous-direction de l'Action humanitaire dans le Domaine de la Santé ;

- La sous-direction de la multisectorialité.

La direction de la Santé communautaire est dirigée par un directeur, nommé par arrêté pris en conseil des ministres, sur proposition du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Le directeur de la Santé communautaire est assisté par quatre sous-directeurs nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Art. 19. - La direction des Etablissements et des Professions sanitaires (DEPS) est chargée :

- De réglementer les professions de santé, à l'exclusion des professions de pharmacie ;

- D'entretenir les relations avec les organisations professionnelles ;

- D'élaborer et d'appliquer les normes relatives aux établissements sanitaires publics et privés ;

- De suivre et de contrôler les établissements publics et privés ;

- De promouvoir et de veiller à la qualité des prestations délivrées dans les établissements publics et privés à l'exception des EPN sanitaires ;

- De promouvoir le secteur sanitaire privé ;

- De promouvoir les sciences infirmières ;

- Instruire et finaliser les demandes de délivrance d'arrêté d'autorisation pour l'ouverture d'un établissement sanitaire à titre privé.

La direction des Etablissements et des Professions sanitaires comprend quatre sous-directions :

- La sous-direction des Etablissements sanitaires publics ;

- La sous-direction des Etablissements sanitaires privés ;

- La sous-direction des Professions médicales ;

- La sous-direction des Professions d'Infirmiers et de sages Femmes.

La direction des Etablissements et des Professions sanitaires est dirigée par un directeur, nommé par décret pris en conseil des ministres, sur proposition du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Le directeur des Etablissements et des Professions sanitaires est assisté par quatre sous-directeurs nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Art. 20. - La direction de la Pharmacie et du Médicament (DPM) est chargée :

- De faire la réglementation en matière d'enregistrement des médicaments y compris des substances vénéneuses, des produits diététiques, cosmétiques et d'hygiène dans les secteurs publics et privés ;

- D'appliquer les conventions et traités internationaux relatifs aux stupéfiants et aux substances psychotropes ;

- De réglementer les professions de Pharmacie et de Laboratoires d'analyses médicales ;

- D'entretenir les relations avec les Organisations professionnelles de Pharmacie et Laboratoires d'Analyses médicales ;

- D'organiser la pharmacovigilance ;

- D'organiser la lutte contre les Médicaments illicites ;

- De promouvoir l'industrie pharmaceutique.

La direction de la Pharmacie et du Médicament comprend quatre sous-directions :

- La sous-direction du Médicament ;

- La sous-direction de la pharmacie et des Laboratoires d'Analyses médicales ;

- La sous-direction de la Pharmacovigilance et de la Lutte contre les Médicaments illicites ;

- La sous-direction de la Promotion de l'Industrie pharmaceutique.

La direction de la Pharmacie et du Médicament est dirigée par un directeur, nommé par décret pris en conseil des ministres, sur proposition du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Le directeur de la Pharmacie et du Médicament est assisté par quatre sous-directeurs nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Art. 21. - La direction de l'Information, de la Planification et de l'Evaluation (DIPE) est chargée :

- De collecter, de traiter, de diffuser l'information sanitaire et d'élaborer le rapport annuel sur la situation sanitaire nationale (RASS) ;

– D'élaborer et d'actualiser annuellement la Carte sanitaire et le répertoire des Etablissements sanitaires ;

– De mettre en place une base de données et d'assurer l'archivage électronique de toutes les informations relatives au système sanitaire ;

– De réaliser les études, de planifier et de programmer le développement du système sanitaire en collaboration avec la Cellule de Prospective et de Stratégie du ministère (CPS) ;

– De tenir à jour les statistiques sanitaires ;

– D'élaborer et de promouvoir un système d'évaluation épidémiologique en liaison avec les services concernés.

La direction de l'Information, de la Planification et de l'Évaluation comprend quatre sous-directions :

– La sous-direction de l'Information sanitaire ;

– La sous-direction de la Planification et de la Carte sanitaire ;

– La sous-direction de l'Évaluation de l'Action sanitaire ;

– La sous-direction de la Surveillance épidémiologique.

La direction de l'Information, de la Planification et de l'Évaluation est dirigée par un directeur, nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Le Directeur de l'Information, de la Planification et de l'Évaluation est assisté par quatre sous-directeurs nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Art. 22. – La direction de Coordination des Etablissements publics nationaux (DCEPN) est chargée :

– D'élaborer les normes, standards, outils et méthodes de gestion de la qualité ;

– De suivre, de contrôler et de faire l'audit de la qualité des services de santé ;

– D'accompagner les Etablissements publics nationaux à la certification aux normes de qualité ;

– De coordonner et suivre les activités des EPN ;

– De promouvoir la qualité des services de santé ;

– De collecter, traiter et transmettre l'information sanitaire des EPN à la DIPE.

La direction des Etablissements publics nationaux (DEPN) comprend deux sous-directions :

– La sous-direction de la qualité des Services et des Prestations médicales ;

– La sous-direction du Suivi et de l'Évaluation.

La direction des Etablissements publics nationaux est dirigée par un directeur, nommé par décret pris en conseil des ministres, sur proposition du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Le directeur des Etablissements publics nationaux est assisté par deux sous-directeurs nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Art. 23. – Les Services de Police Sanitaire (P.S.).

Le Service de Police sanitaire est rattaché à la direction générale de la Santé. Il est dirigé par un chef de service nommé par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique avec rang de directeur régional. Il est aidé par deux Assistants nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, avec rang de chargé d'études de cabinet ministériel.

Les missions du service de Police sanitaire et son organisation sont définies par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

CHAPITRE V :

La Direction générale de l'Hygiène publique.

Art. 24. – La Direction générale de l'Hygiène publique (DGHP) est chargée :

– D'élaborer la politique nationale d'hygiène publique ;

– De veiller à la mise en œuvre de la politique nationale d'hygiène publique ;

– De promouvoir l'hygiène publique ;

– D'animer, coordonner et évaluer les activités des directions centrales et celles des structures et des programmes et projets placés sous son autorité ;

– De coordonner l'action des directions régionales et départementales de la Santé et de l'Hygiène publique dans le domaine de l'hygiène publique ;

– D'évaluer, prévenir et gérer les risques sanitaires liés au manque d'hygiène et à l'insalubrité ;

– De promouvoir et de coordonner les initiatives des ONG œuvrant dans le domaine de l'Hygiène publique.

La direction générale de l'Hygiène publique est dirigée par un Directeur général, nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Le directeur général est assisté de deux chargés d'études, nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique avec rang de chargé d'études de cabinet ministériel.

CHAPITRE VI

Les Directions Centrales et Services Rattachés à la direction générale de l'Hygiène publique.

Art. 25. – La direction de la Réglementation de l'Hygiène publique (DRHP) est chargée :

– D'élaborer le code de l'Hygiène publique ;

– De concevoir la réglementation en matière d'Hygiène publique ;

– De contrôler l'application de la réglementation et des dispositions en matière d'Hygiène publique par les individus, les collectivités et les Etablissements pollueurs ;

– De suivre et évaluer les actions en matière d'Hygiène publique.

La direction de la Réglementation de l'Hygiène publique comprend trois sous-directions :

– La sous-direction de la Réglementation ;

– La sous-direction du Contrôle, du Suivi et de l'évaluation ;

– La sous-direction des Etudes.

La direction de la Réglementation de l'Hygiène publique est dirigée par un directeur, nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Le directeur de la Réglementation de l'Hygiène publique est assisté par trois sous-directeurs nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Art. 26. – La direction de la Promotion de l'Hygiène publique (DPHP) est chargée :

– De promouvoir l'hygiène publique ;

– D'informer et de sensibiliser les populations ;

– De mobiliser les communautés à la pratique de l'hygiène ;

– d'éduquer à l'hygiène publique.

La direction de la Promotion de l'Hygiène est dirigée par un directeur, nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Le directeur de la Promotion de l'Hygiène est assisté par trois sous-directeurs nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Art. 27. – Le Service de la Surveillance et de la Répression (SSR).

Le Service de la Surveillance et de la Répression est rattachée à la direction générale de l'Hygiène publique. Il est dirigé par un chef de service nommé par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique avec rang de directeur régional. Le chef de service est assisté par deux chefs de bureau nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique avec rang de chargé d'Etudes de cabinet ministériel.

Les missions du service de la Surveillance et de la Répression et son organisation sont définies par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

CHAPITRE VII

Les Services Extérieurs

Art. 28. – Les Services Extérieurs comprennent :

– Les directions régionales de la Santé et de l'Hygiène publique;

– Les directions départementales de la Santé et de l'Hygiène publique ou Districts sanitaires.

Art. 29. – Les directions régionales de la Santé et de l'Hygiène publique sont situées aux chefs-lieux des régions administratives.

La direction régionale est placée sous l'autorité d'un directeur régional qui coordonne l'activité des services du ministère implantés dans son ressort territorial. Il fournit une assistance-conseil aux entités décentralisées de sa circonscription dans les domaines de compétences transférés à celles-ci. Il conseille par ailleurs l'administration déconcentrée dans le domaine de la santé et de l'Hygiène publique.

Les régions administratives à grande superficie ou à forte population peuvent être subdivisées en deux ou plusieurs directions régionales.

Le directeur régional est nommé par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Les missions et l'organisation des directions régionales de la Santé et de l'Hygiène publique sont définies par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Les actions des directions régionales de la santé et de l'Hygiène publique sont coordonnées par le directeur général de la santé en ce qui concerne le domaine de la Santé et par le directeur général de l'Hygiène publique en ce qui concerne le domaine de l'Hygiène publique.

Art. 30. – Les directions départementales de la Santé et de l'Hygiène publique ou Districts Sanitaires sont des Aires de Santé, délimitées par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, et qui comprennent l'ensemble des services sanitaires publics et privés implantés à l'intérieur de ces limites.

Les directions départementales ou Districts sanitaires sont dirigés par des directeurs départementaux ou des chefs de district sanitaire nommés par arrêté du ministre de la santé et de l'hygiène publique. Les Directeurs départementaux ou chefs de district fournissent une assistance-conseil aux entités décentralisées de leur circonscription dans les domaines de compétences transférées à celles-ci. Ils conseillent par ailleurs l'administration déconcentrée dans le domaine de la santé et de l'hygiène publique.

Les missions et l'organisation des directions départementales ou des Districts sanitaires sont définies par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Les actions des directions départementales des Districts sanitaires sont coordonnées par les directeurs régionaux de la Santé et de l'Hygiène publique.

Un District sanitaire peut être subdivisé en secteurs sanitaires.

CHAPITRE VIII

Les Programmes de Santé et des Projets de Santé.

Art. 31. – Les Programmes de Santé et de Projets de santé sont des instruments de mise en œuvre de la politique nationale de santé. Il concourent dans un cadre général ou de manière spécifique à la réalisation des objectifs de santé.

La typologie, les missions spécifiques, l'organisation et le fonctionnement des programmes de santé et des projets de santé sont définis par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

Le Programme de Santé ou le Projet de Santé est dirigé par un directeur coordonnateur de Programme ou de Projet de Santé avec rang de Directeur adjoint d'Administration centrale aidé d'un directeur adjoint de Programme ou de Projet de Santé nommé par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique avec rang de sous-directeur d'Administration centrale, et de chargés d'Etudes nommés par arrêté du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique avec rang de sous-directeurs d'Administration centrale.

CHAPITRE IX

Les Etablissements et Organismes sous Tutelle.

Art. 32 – Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique exerce la tutelle et le Contrôle technique sur les Etablissements publics nationaux et les Organismes dont les missions entrent dans le champ de ses attributions, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

CHAPITRE X

Les Dispositions Finales.

Art. 33. – Le présent décret qui prend effet à compter de sa date de signature, abroge toutes les dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 2006-33 du 8 mars 2006 portant organisation du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique.

Art. 34. – Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 13 juin 2007.

Laurent GBAGBO.

MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE

ARRETE n° 25 MIT.DDSP. du 4 février 2000 constatant la fin de réalisation des travaux d'investissement et la mise en exploitation de la société ADAM AFRIQUE à Sikensi.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME,

Vu la loi n° 95-620 du 3 août 1995 portant code des investissements, et notamment en son article 25 ;

Vu le décret n° 95-712 du 13 septembre 1995 fixant les modalités, d'application de la loi n° 95-620 du 3 août 1995 portant Code des investissements ;

Vu l'acte constitutionnel n° 1/99-PR du 27 décembre 1999 portant suspension de la constitution et organisation provisoire des pouvoirs publics ;

Vu le décret n° 2000-2 du 4 janvier 2000 portant nomination des membres du Gouvernement de Transition ;

Vu le décret n° 94-375 du 1er juillet 1994 accordant l'agrément en qualité d'entreprise prioritaire à la société ADAM AFRIQUE à Sikensi ;

Vu le rapport de visite effectuée dans l'Entreprise le 6 novembre 1999 par les représentants du ministère de l'Industrie et du Tourisme,

ARRETE :

Article premier. – Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n° 94-375 du 1er juillet 1994 susvisé et suite à la visite effectuée sur le site par les représentants du ministère de l'Industrie et du Tourisme le 6 novembre 1999 il a été constaté la fin des travaux d'investissement. L'exploitation de la société ADAM AFRIQUE telle que définie à l'article n° 3 du décret n° 94-375 du 1er juillet 1994 a démarré le 1er janvier 1999.

Art. 2. – les exonérations des droits d'entrée (droit de douane, droit fiscal et TVA) sur matériels et équipements destinés à la réalisation de l'investissement prennent fin à compter du 31 décembre 1998.

Art. 3. – Les avantages suivants définis aux articles n° 9 et 10 du décret n° 94-375 du 1er juillet 1994 prendront effet à partir des dates ci-dessous indiquées.

- réduction de moitié des droits d'enregistrement applicables pour toute augmentation de capital conformément à l'article 558 du Code général des Impôts pendant toute la durée de l'agrément ;
- exonération de la contribution des patentes et des licences ;
- exonération d'Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) ;
- exonération de la contribution foncière des propriétés bâties.

Art. 4. – l'exonération des impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC), des patentes des licences et de la contribution foncière des propriétés bâties est totale du 1er janvier 1999 au 31 décembre 2002.

L'exonération est ensuite réduite à :

- 75% des droits normalement dus, du 1er janvier 2003 au 31 décembre 2003 ;
- 50% des droits normalement dus du 1er janvier 2004 au 31 décembre 2004 ;
- 25% des droits normalement dus du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2005.

Art. 5. – Le présent arrêté qui fixe la date d'expiration des avantages fiscaux liés à l'investissement et qui détermine les dates à partir desquelles les avantages définis aux articles 9 et 10 du décret n° 94-375 du 1er juillet 1994 sont appliqués, sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 4 février 2000.

AFFI N'Guessan.

ARRETE n° 454 MIT.MEF. du 29 mars 2000 portant agrément à l'investissement de la société United Oil Company (UOC) pour la transformation industrielle de l'huile de palme brute en huile de palme raffinée, à Sikensi.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME,
LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la loi n° 95-620 du 3 août 1995 portant Code des investissements,

Vu l'ordonnance n° 98-112 du 6 mars 1998 abrogeant et remplaçant l'ordonnance n° 98-86 du 25 février 1998 portant abrogation de certaines dispositions relatives aux exonérations des droits et taxes d'entrée sur certains produits

Vu le décret n° 95-712 du 13 septembre 1995 fixant les modalités, d'application de la loi n° 95-620 du 3 août 1995 portant Code des investissements ;

Vu le décret n° 2000-2 du 4 janvier 2000 portant nomination des membres du Gouvernement de transition ;

Vu le décret n° 2000-13 du 21 janvier 2000 portant attribution des membres du Gouvernement de transition ;

Vu l'arrêté n° 121.MIC du 22 décembre 1995 fixant les conditions de recevabilité des déclarations d'investissement et des demandes d'agrément à l'investissement ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission technique des investissements en sa séance du 11 février 2000,

ARRETEMENT :

Article premier. – L'agrément à l'investissement est accordé à la société United Oil Company (UOC) au capital de 240.000.000 de F CFA, dont le siège social est sis à Abidjan-Plateau, avenue Franchet d'Esperey, 18 B.P. 597 Abidjan 18, pour la transformation industrielle de l'huile de palme brute en huile de palme raffinée, à Sikensi.

Art. 2. – La date d'achèvement des travaux sera notifiée par l'entreprise au ministère de l'Industrie et du Tourisme, et fera l'objet d'un arrêté du ministre, chargé de ce département.

Art. 3. – Le projet, objet du présent arrêté est un développement d'activité par l'implantation d'une unité de transformation industrielle de l'huile de palme brute en huile de palme raffinée, à Sikensi.

Art. 4. – Le montant de l'investissement que la société United Oil Company (UOC) s'engage à effectuer est de 1 234 327 859 de francs CFA, hors TVA et hors fonds de roulement, aux conditions économiques, financières et fiscales de 2000.

La Société United Oil Company (UOC) s'engage à réaliser cet investissement dans un délai maximum de vingt quatre mois, à compter de la date de signature du présent arrêté.

Art. 5. – La société United Oil Company (UOC) s'engage, en outre, à respecter, pour la réalisation du projet défini à l'article 3 du présent arrêté, les dispositions de l'article 14 de la loi n° 95-620 du 3 août 1995, susvisée.

La société United Oil Company (UOC) s'engage, notamment, à créer, dès la première année d'exploitation, 54 emplois permanents dont 52 destinés à des ivoiriens, à qui elle assurera la formation, conformément aux dispositions relatives au fonctionnement du Fonds de Développement de la Formation Professionnelle. En année de croisière, ces chiffres restent inchangés.

Art. 6. – En cas de non-respect des engagements énumérés aux articles 4 et 5 ci-dessus, le présent arrêté sera rapporté de plein-droit.

Art. 7. – La société United Oil Company (UOC) bénéficiera, au titre de la réalisation du projet, objet du présent arrêté et défini à l'article 3 ci-dessus, durant la période d'agrément et dans les conditions définies à l'article 8 ci-dessus, les mesures d'exonération et d'allègement fiscaux prévues au titre III de la loi n° 95-620 du 3 août 1995 susvisée.

Art. 8. – La société United Oil Company (UOC) bénéficiera, au titre de la réalisation de son programme d'investissement agréé de :

- l'application d'un droit unique et préférentiel d'entrée (droit de douanes et droit fiscal d'entrée) de 5% sur les matériels, équipements, véhicules utilitaires et premier lot de pièces de rechange nécessaires à la réalisation de l'investissement ;

- l'exonération de TVA sur les matériels, équipements, véhicules utilitaires et premier lot de pièces de rechange nécessaires à la réalisation de l'investissement ;

En outre, la société United Oil Company (UOC) acquittera ;

- la redevance Statistique au taux de 1% ;

- le Prélèvement communautaire de Solidarité (PCS) au taux 1% ;

Toutefois, sont exclus du bénéfice des avantages fiscaux attachés à l'agrément :

- les matériaux de construction ;
- les véhicules de tourisme ;
- les biens mobiliers.

Art. 9. - La société United Oil Company (UOC) est autorisée, aux motifs de nomenclature douanière erronée ou d'additifs en matériels et équipements de production admis au régime fiscal préférentiel défini à l'article 8 ci-dessus, à modifier, au plus, une seule fois, pendant la période d'investissement, la liste d'inventaire de matériels, équipements et pièces de rechange annexée au présent arrêté.

Art. 10. - Le directeur du Développement du Secteur privé, le directeur général des Impôts, le directeur général des Douanes et le directeur général du Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 29 mars 2000.

N'GOLO Coulibaly.

ARRETE n° 9 MIDSP.DPIP. du 7 avril 2003 modifiant et complétant l'arrêté n° 25MIT.DDSP du 4 février 2000, constatant la fin de réalisation des travaux d'investissement et la mise en exploitation de la société ADAM AFRIQUE, sur toute l'étendue de la Côte d'Ivoire.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE,

Vu la loi n° 95-620 du 3 août 1995 portant code des investissements,

Vu l'ordonnance n° 98-112 du 6 mars 1998 abrogeant et remplaçant l'ordonnance n° 98-86 du 25 février 1998 portant abrogation de certaines dispositions relatives aux exonérations des droits et taxes d'entrée sur certains produits ;

Vu le décret n° 95-712 du 13 septembre 1995 fixant les modalités, d'application de la loi n° 95-620 du 3 août 1995, susvisée ;

Vu le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 25.MIT.DDSP du 4 février 2000 constatant la fin de réalisation des travaux d'investissement et la mise en exploitation de la société ADAM AFRIQUE ;

Vu la demande formulée par la société ADAM AFRIQUE le 18 mars 2003 auprès du ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur privé, relative d'une part, au report de la date d'effet des exonérations fiscales et d'autres part, à l'extension des avantages à l'exploitation à l'activité exercée à Abidjan ;

Vu le rapport de visite effectuée par les représentants du ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur privé, les 20 et 21 mars 2003, respectivement sur les sites de la société ADAM AFRIQUE, à Sikensi et Abidjan,

ARRETE :

Article premier. - Les articles 3 et 4 de l'arrêté n° 25.MIT.DDSP du 4 février 2000, sont modifiés et complétés comme suit :

Art. 3 (nouveau). - Les avantages suivants définis aux articles 10 du décret n° 94-375 du 1^{er} juillet 1994, prendront effet à partir des dates ci-dessous indiquées :

- exonération des impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC), des patentes et licences et des contributions foncières des propriétés bâties et taxes des biens de main morte, est totale à compter du 1^{er} janvier 2002 .

Art. 4.(nouveau) - l'exonération des impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC), des patentes des licences et des contributions foncières des propriétés bâties et taxes des biens de main morte, est totale à compter du 1^{er} janvier 2002 jusqu'au 31 décembre 2005 ;

L'exonération est ensuite réduite à :

- 75% des droits normalement dus, du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006 ;

- 50% des droits normalement dus, du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007 ;

- 25% des droits normalement dus, du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008 ;

Art. 4. - Le présent arrêté pris au bénéfice de la société ADAM Afrique, qui fixe la date d'effet des avantages définis à l'article 10 du décret n° 94-375 du 1^{er} juillet 1994 sont appliqués, sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 7 avril 2003.

AHOUSSOU-KOUADIO Jeannot.

ARRETE n° 23 MIDSP.DPIP. du 24 juillet 2003 constatant la fin de réalisation des travaux d'investissement et la mise en exploitation de la société United Oil Company (UOC), pour transformation industrielle de l'huile de palme brute en huile raffinée, à Sikensi.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE,

Vu la loi n° 95-620 du 3 août 1995 portant code des investissements,

Vu l'ordonnance n° 98-112 du 6 mars 1998 abrogeant et remplaçant l'ordonnance n° 98-86 du 25 février 1998 portant abrogation de certaines dispositions relatives aux exonérations des droits et taxes d'entrée sur certains produits ;

Vu le décret n° 95-712 du 13 septembre 1995 fixant les modalités, d'application de la loi n° 95-620 du 3 août 1995, susvisée ;

Vu le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 454.MIT.MEF du 29 mars 2000, tel que modifié et complété par l'arrêté n° 76/MIT/MEF du 21 novembre 2000, accordant l'agrément à l'investissement à la société United Oil Company (UOC) et notamment en son article 2 ;

Vu la demande formulée par la société United Oil Company (UOC) le 16 juin 2003 auprès du ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur privé, relative d'une part, à la requalification de son opération d'investissement et d'autre part, à la prise en compte du nouveau montant d'investissement agréé ;

Vu le rapport de visite effectuée dans l'entreprise, le 1^{er} juillet 2003 par les représentants du ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur privé,

ARRETE :

Article premier. - Il a été constaté que la société United Oil Company (UOC) a effectivement réalisé des investissements évalués à 2 100 millions de F CFA, hors TVA et hors fonds de roulement.

Art. 2. - les exonérations des droits d'entrée (droit de douane, droit fiscal et TVA) sur équipements et pièces de rechange, tel que définies à l'article 8 de l'arrêté suscitée, prennent fin à compter du 31 décembre 2002.

Art. 3. - Les avantages suivants définis à l'article 21 du titre III de la loi n° 95-620 du 3 août 1995 portant Code des investissements, prendront effet à partir des dates ci-dessous indiquées.

- exonération des impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC), des patentes et licences et de la contribution foncière des propriétés bâties, à compter du 1^{er} janvier 2003.

Art. 4. - l'exonération des impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC), des patentes des licences et de la contribution foncière des propriétés bâties, est totale à compter du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2008.

L'exonération est ensuite réduite à :

- 50% des droits normalement dus, du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009 ;

- 25% des droits normalement dus, du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010 ;

Art. 4. – Le présent arrêté pris au bénéfice de la société UNITED Oil Company (UOC), qui fixe la date d'échéance des exonérations des droits d'entrée sur équipements et pièces de rechange et qui détermine les dates à partir desquelles les avantages définis à l'article 21 du titre III de la loi n° 95-620 du 3 août 1995, portant Code des investissements, sont appliqués, sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 24 juillet 2003.

AHOUSSOU-KOUADIO Jeannot.

ARRETE n° 12 MIDSP.DPIP du 2 septembre 2005 modifiant et complétant l'arrêté n° 23 MIDSP.DPIP du 24 juillet 2003, constatant la fin de réalisation des travaux d'investissement et la mise en exploitation de la société United Oil Company (UOC) à Sikensi.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE,

Vu la loi n° 95-620 du 3 août 1995 portant code des investissements,

Vu l'ordonnance n° 98-112 du 6 mars 1998 abrogeant et remplaçant l'ordonnance n° 98-86 du 25 février 1998 portant abrogation de certaines dispositions relatives aux exonérations des droits et taxes d'entrée sur certains produits ;

Vu le décret n° 95-712 du 13 septembre 1995 fixant les modalités, d'application de la loi n° 95-620 du 3 août 1995, portant Code des Investissements ;

Vu le décret n° 2003-349 du 15 septembre 2003 modifiant et complétant le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu la demande de prorogation de la durée de l'agrément formulé par la société UNITED Oil Company (UOC) auprès du ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur privé ;

Vu l'impact de la situation de guerre sur l'activité économique et notamment sur la réalisation des projets d'investissement,

ARRETE :

Article premier. – La date d'effet des avantages définis à l'article 4 de l'arrêté n° 23 du 24 juillet 2003, est modifié et complété comme suit :

Article 4 (nouveau) – l'exonération des impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC), des patentes et licences et de la contribution foncière des propriétés bâties, est totale à compter du 1^{er} janvier 2004 jusqu'au 31 décembre 2011.

L'exonération est ensuite réduite à :

– 50% des droits normalement dus, et ce, du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012 ;

– 25% des droits normalement dus, et ce du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013.

Art. 2. – Le présent arrêté pris au bénéfice de la société UNITED Oil Company, qui fixe la date à partir de laquelle les avantages définis à l'article 21 du titre III de la loi n° 95-620 du 3 août 1995 portant Code des investissements, sont appliqués, sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 2 septembre 2005.

AHOUSSOU-KOUADIO Jeannot.

ARRETE n° 37 MIDSP.DPIP. du 22 décembre 2005 modifiant et complétant l'arrêté n° 9 MIDSP.DPIP du 7 avril 2003, constatant la fin de réalisation des travaux d'investissement et la mise en exploitation de la société ADAM AFRIQUE, sur toute l'étendue de la Côte d'Ivoire.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE,

Vu la loi n° 95-620 du 3 août 1995 portant code des investissements,

Vu l'ordonnance n° 98-112 du 6 mars 1998 abrogeant et remplaçant l'ordonnance n° 98-86 du 25 février 1998 portant abrogation de certaines dispositions relatives aux exonérations des droits et taxes d'entrée sur certains produits ;

Vu le décret n° 95-712 du 13 septembre 1995 fixant les modalités, d'application de la loi n° 95-620 du 3 août 1995, portant code des Investissements ;

Vu le décret n° 2003-349 du 15 septembre 2003 modifiant et complétant le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu la demande de prorogation de la durée de l'agrément formulée de la société ADAM AFRIQUE ;

Vu l'impact de la situation de guerre sur l'activité économique et notamment sur la réalisation des projets d'investissement,

ARRETE :

Article premier. – La date d'effet des avantages définis à l'article 9 et 10 du décret n° 94-375 du 1^{er} juillet 1994, est modifiée et complétée comme suit :

Article 4 (nouveau) – exonération des impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC), des patentes et licences et des contributions foncières des propriétés bâties, et taxes des biens de main morte est totale à compter du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2009.

L'exonération est ensuite réduite à :

– 75% des droits normalement dus, et ce, du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010 ;

– 50% des droits normalement dus, et ce du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011.

– 25% des droits normalement dus, et ce du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012.

Art. 2. – Le présent arrêté pris au bénéfice de la société ADAM AFRIQUE, qui fixe la date à partir de laquelle les avantages définis aux articles 9 et 10 du décret n° 94-375 du 1^{er} juillet 1994, sont appliqués, sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 22 décembre 2005.

AHOUSSOU-KOUADIO Jeannot.

PARTIE NON OFFICIELLE

DIRECTION DE L'ENREGISTREMENT DU TIMBRE DU DOMAINE DE LA CONSERVATION FONCIERE ET DU CADASTRE

BUREAU D'ABIDJAN

AVIS DE DEMANDES D'IMMATRICULATION

Suivant les réquisitions ci-dessous, M. AKA Jacques, directeur des domaines, demeurant à Abidjan B.P.V 97, ayant capacité suffisante aux fins des présentes comme représentant de l'Etat de Côte d'Ivoire, en application du décret n° 59-239 du 1^{er} décembre 1959, et autorisé suivant accord donné par lettre n° 1314 MCU. CAB. 2 du 26 avril 1977, de M. le Ministre de la Construction et de l'Urbanisme a demandé les immatriculations suivantes :

Réquisition n° 17/G déposée le 12 février 2008 au livre foncier de la circonscription du Bas-Sassandra, d'un immeuble, consistant en un terrain urbain, d'une contenance totale de 0 ha 14 a 00 ca situé à Gagnoa, Sous-préfecture de Gagnoa, connu sous le nom de Gnoussorésidentiel, et borné au nord par une rue, au sud par les lots n° 1428 et 1430, à l'est par le lot n° 1425 et à l'ouest par le lot n° 1431.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat de Côte d'Ivoire comme terre vacante et sans maître et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Qu'il est occupé par M. DAGROU Théodore.

Réquisition n° 18/G déposée le 12 février 2008 au livre foncier de la circonscription du Bas-Sassandra, d'un immeuble, consistant en un terrain urbain, d'une contenance totale de 0 ha 10 a 00 ca situé à Gagnoa, Sous-préfecture de Gagnoa, connu sous le nom de Afridougou, et borné au nord par les lots n° 840 et 841, au sud par les lots n° 836 et 837, à l'est par un terrain non dénommé et à l'ouest par une rue.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat de Côte d'Ivoire comme terre vacante et sans maître et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Qu'il est occupé par M. DAGROU Théodore.

Réquisition n° 19/G déposée le 12 février 2008 au livre foncier de la circonscription du Bas-Sassandra, d'un immeuble, consistant en un terrain urbain, d'une contenance totale de 0 ha 06 a 00 ca situé à Gagnoa, Sous-préfecture de Gagnoa, connu sous le nom de Gnouso-Extension, et borné au nord par une rue, au sud par les lots n° 1248 et 1250, à l'est par les lots n° 1249 et 1251 et à l'ouest par les lots n° 1243 et 1245.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat de Côte d'Ivoire comme terre vacante et sans maître et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Qu'il est occupé par M. SERY Guie.

Réquisition n° 22/G déposée le 12 février 2008 au livre foncier de la circonscription du Bas-Sassandra, d'un immeuble, consistant en un terrain urbain, d'une contenance totale de 0 ha 23 a 92 ca situé à Buyo, Sous-préfecture de Buyo, connu sous le nom de Buyo-Cité, et borné au nord par une rue, au sud par une rue et le lot 74 A, à l'est par la résidence du sous-Préfet et à l'ouest par une rue et le lot n° 69.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat de Côte d'Ivoire comme terre vacante et sans maître et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Qu'il est occupé par la Société DINCOMCI.

Réquisition n° 32/G déposée le 8 février 2008 au livre foncier de la circonscription du Bas-Sassandra, d'un immeuble, consistant en un terrain urbain, d'une contenance totale de 0 ha 81 a 59 ca situé à Gagnoa, Sous-préfecture de Gagnoa, connu sous le nom de Afridougou, et borné au nord, au sud, à l'est et à l'ouest par des rues.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat de Côte d'Ivoire comme terre vacante et sans maître et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Qu'il est occupé par la Mission Baptiste Méridionale.

Réquisition n° 33/G déposée le 15 janvier 2008 au livre foncier de la circonscription du Bas-Sassandra, d'un immeuble, consistant en un terrain urbain, d'une contenance totale de 06 ha 4 a 16 ca situé à Sassandra, Sous-préfecture de Sassandra, connu sous le nom de Dagbego, et borné au nord par un terrain non dénommé, au sud par l'Océan Atlantique, à l'est et à l'ouest par des terrains non dénommés.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat de Côte d'Ivoire comme terre vacante et sans maître et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Qu'il est occupé par la société CANTOY.

Réquisition n° 34/G déposée le 8 février 2008 au livre foncier de la circonscription du Bas-Sassandra, d'un immeuble, consistant en un terrain urbain, d'une contenance totale de 02 ha 94 a 00 ca situé à Buyo, Sous-préfecture de Buyo, connu sous le nom de Djinanso, et borné au nord, au sud, à l'est et à l'ouest par des terrains non dénommés.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat de Côte d'Ivoire comme terre vacante et sans maître et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Qu'il est occupé par la Société anonyme GAD CONTINENTAL.

Réquisition n° 35/G déposée le 8 février 2008 au livre foncier de la circonscription du Bas-Sassandra, d'un immeuble, consistant en un terrain urbain, d'une contenance totale de 0 ha 39 a 00 ca situé à Méagui, Sous-préfecture de Méagui, connu sous le nom de Wawa, et borné au nord, au sud et à l'est par et à l'ouest les lots n° 1317 et 1318.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat de Côte d'Ivoire comme terre vacante et sans maître et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Qu'il est occupé par la Société anonyme GAD CONTINENTAL.

Réquisition n° 36/G déposée le 8 février 2008 au livre foncier de la circonscription du Bas-Sassandra, d'un immeuble, consistant en un terrain urbain, d'une contenance totale de 0 ha 06 a 40 ca situé à Gagnoa, Sous-préfecture de Gagnoa, connu sous le nom de Gnouso, et borné au nord par le lot 1167, au sud par lot 1165 et à l'est par les lots 1168 et 1169 et à l'ouest par un terrain non dénommé.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat de Côte d'Ivoire comme terre vacante et sans maître et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Qu'il est occupé par M. KOHOU Youzan Patrice.

Réquisition n° 37/G déposée le 8 février 2008 au livre foncier de la circonscription du Bas-Sassandra, d'un immeuble, consistant en un terrain urbain, d'une contenance totale de 0 ha 06 a 00 ca situé à Gagnoa, Sous-préfecture de Gagnoa, connu sous le nom de Zapata, et borné au nord par une rue, au sud par lot 1308, à l'est par un terrain non dénommé et à l'ouest par le lot 1307.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat de Côte d'Ivoire comme terre vacante et sans maître et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Qu'il est occupé par M. TATOU Zama Dominique.

Réquisition n° 38/G déposée le 8 février 2008 au livre foncier de la circonscription du Bas-Sassandra, d'un immeuble, consistant en un terrain urbain, d'une contenance totale de 0 ha 07 a 00 ca situé à Méagui, Sous-préfecture de Méagui, connu sous le nom de Wawa, et borné au nord par le lot 1234, au sud par le lot 1238, à l'est par les lots 1233 et 1235 et à l'ouest par une rue.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat de Côte d'Ivoire comme terre vacante et sans maître et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Qu'il est occupé par M. FANNY Sékou.

Réquisition n° 39/G déposée le 8 février 2008 au livre foncier de la circonscription du Bas-Sassandra, d'un immeuble, consistant en un terrain urbain, d'une contenance totale de 0 ha 07 a 00 ca situé à Méagui, Sous-préfecture de Méagui, connu sous le nom de Wawa, et borné au nord par le lot 1236, au sud par une rue, à l'est par les lots 1137 et 1235 et à l'ouest par une rue.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat de Côte d'Ivoire comme terre vacante et sans maître et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Qu'il est occupé par M. FANNY Sékou.

Réquisition n° 40/G déposée le 12 février 2008 au livre foncier de la circonscription du Bas-Sassandra, d'un immeuble, consistant en un terrain urbain, d'une contenance totale de 0 ha 06 a 00 ca situé à Gagnoa, Sous-préfecture de Gagnoa, connu sous le nom de Gnouso Extension, et borné au nord par l'lot 119, au sud et à l'est par des terrains non dénommés à l'ouest par une rue, le tout formant la section cadastrale CM.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat de Côte d'Ivoire comme terre vacante et sans maître et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Qu'il est occupé par M. LOBOGNON Naki Léon.

Réquisition n° 41/G déposée le 12 février 2008 au livre foncier de la circonscription du Bas-Sassandra, d'un immeuble, consistant en un terrain urbain, d'une contenance totale de 0 ha 08 a 00 ca situé à Gagnoa, Sous-préfecture de Gagnoa, connu sous le nom de Gnouso Extension, et borné au nord par une rue, au sud par un terrain non dénommé, à l'est par le lot 1153 et à l'ouest par les lots 1150 et 1151, le tout formant la section cadastrale CM.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat de Côte d'Ivoire comme terre vacante et sans maître et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Qu'il est occupé par M. LOBOGNON Naki Léon.

Réquisition n° 42/G déposée le 12 février 2008 au livre foncier de la circonscription du Bas-Sassandra, d'un immeuble, consistant en un terrain urbain, d'une contenance totale de 9 a 41 ca situé à Gagnoa, Sous-préfecture et Commune de Gagnoa, connu sous le nom de Gnouso Extension, et borné au nord par les lots 1152 et 1150, au sud par un terrain non dénommé, à l'est par un terrain non dénommé et à l'ouest par une rue, le tout formant la section cadastrale CM.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat de Côte d'Ivoire comme terre vacante et sans maître et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Qu'il est occupé par M. LOBOGNON Naki Léon.

Réquisition n° 43/G déposée le 12 février 2008 au livre foncier de la circonscription du Bas-Sassandra, d'un immeuble, consistant en un terrain urbain, d'une contenance totale de 0 ha 06 a 40 ca situé à Gagnoa, Sous-préfecture et Commune de Gagnoa, connu sous le nom de Gnouso Extension, et borné au nord par une rue, au sud par le lot 1155, à l'est par les lots 1158 et 1160 et à l'ouest par une rue, le tout formant la section cadastrale CM.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat de Côte d'Ivoire comme terre vacante et sans maître et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Qu'il est occupé par M. LOBOGNON Naki Léon.

Réquisition n° 44/G déposée le 12 février 2008 au livre foncier de la circonscription du Bas-Sassandra, d'un immeuble, consistant en un terrain urbain, d'une contenance totale de 0 ha 48 a 22 ca situé à Gagnoa, Sous-préfecture et Commune de Gagnoa, connu sous le nom de Gnouso Extension, et borné au nord, au sud et à l'ouest par une rue à l'est par un terrain non dénommé, le tout formant la section cadastrale CM.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat de Côte d'Ivoire comme terre vacante et sans maître et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Qu'il est occupé par M. LOBOGNON Naki Léon.

Réquisition n° 45/G déposée le 12 février 2008 au livre foncier de la circonscription du Bas-Sassandra, d'un immeuble, consistant en un terrain urbain, d'une contenance totale de 0 ha 06 a 40 ca situé à Gagnoa, Sous-préfecture et Commune de Gagnoa, connu sous le nom de Gnouso Extension, et borné au nord par le lot 1151, au sud par le lot 1149, à l'est par le lot 1152 et à l'ouest par une rue.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat de Côte d'Ivoire comme terre vacante et sans maître et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Qu'il est occupé par M. LOBOGNON Naki Léon.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter des présents avis qui auront lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de Première Instance de Gagnoa.

Le Conservateur de la Propriété
Foncière et des Hypothèques
PALE S. Amadou.

ANNONCES

L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration d'association n° 613 MI. DGAT.DAGP.SDVA. de M. le ministre de l'Administration du Territoire conformément à la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 de la République de Côte d'Ivoire, il a été créé une association dénommée :

«YE YO KUN»

L'association dénommée : «YE YO KUN» a pour objet :

- d'établir et de consolider les liens de solidarité et d'assistance entre les membres;
- d'œuvrer au développement économique et social des membres ;
- d'organiser des manifestations artistiques, culturelles et sportives en vue de permettre l'épanouissement des populations.

Siège : Aboisso

Adresse : B.P. 176 Aboisso

Abidjan, le 6 octobre 2006.

Présidente.

Mlle AMOUAN Amanlan Antoinette
Catherine

RECEPISSE DE DEPOT n° 50/DA/DGA/2007 portant déclaration du CNDD

LE GOUVERNEUR DU DISTRICT D'ABIDJAN,

Vu la loi n° 2001-476 du 9 août 2001 d'Orientation sur l'organisation générale de l'Administration territoriale ;

Vu la loi n° 2001-478 du 9 août 2001 portant statut du District d'Abidjan ;

Vu la loi n° 95-15 du 12 janvier 1995 portant Code du travail en son article 51.4 ;

Vu la lettre confidentielle n° 1475/INT/DGAT/SDVA du 8 juin 2007 du ministère de l'Intérieur,

ATTESTE :

Article premier. - A la date du 14 juin 2007, M. ATSE Ayékoué Jean-Landry, Président, 01 B.P. 4082 Abidjan 01, a effectué la déclaration du Syndicat portant la dénomination : Collectif National des Dockers et Dockers Transit pour la Défense de leurs Droits (CNDD), dont le siège est fixé à Abidjan.

Art. 2. – Il a déposé à l'appui de cette déclaration :

- 1 exemplaire de statuts ;
- 1 exemplaire du procès-verbal ;
- 1 exemplaire du règlement intérieur ;
- 1 exemplaire de la liste des membres du bureau.

Art. 3. – Le présent récépissé sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 17 juillet 2007.

DJEDJI Amondji Pierre.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration d'association n° 399 MI. DGAT.DC.SDER. de M. le ministre de l'Administration du Territoire conformément à la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 de la République de Côte d'Ivoire, il a été créé une association dénommée :

«MISSION EVANGELIQUE EL-BETHEL»

L'association dénommée : «MISSION EVANGELIQUE EL-BETHEL»

a pour objet :

- de propager la foi chrétienne et répandre l'évangile de Jésus-Christ ;
- de réconcilier les églises divisées et promouvoir l'unité du corps de Christ ;
- de construire et entretenir des temples et des infrastructures socio-éducatives..

Siège : Abidjan

Adresse : 12 B.P. 2388 Abidjan 12.

Abidjan, le 2 août 2006.

Président.

M. NIAMKE Boa Isaac.

ARRETE n° 144 PA/CAB/SG/D1 portant agrément du groupement CANAAN d'Abobo, (CANAAN) dans le District d'Abidjan.

LE PREFET DE REGION DES LAGUNES,
PREFET DU DEPARTEMENT D'ABIDJAN,
(Chevalier de l'Ordre national)

Vu la loi n° 61-84 du 10 avril 1961 relative au fonctionnement des Départements, Préfectures et Sous-Préfectures ;

Vu la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997, relative aux coopératives ;

Vu la loi n° 2001-476 du 9 août 2001 relative à l'organisation générale de l'Administration Territoriales ;

Vu le décret n° 74-265 du 19 juin 1974 portant délégation de pouvoirs des ministres aux Préfets ;

Vu le décret n° 98-256 du 3 juin 1998 portant attributions et organisation du Conseil supérieur de la Coopération ;

Vu le décret n° 98-257 du 3 juin 1998 portant application de la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives ;

Vu le décret n° 2007-503 du 5 juin 2007 portant nomination dans les fonctions de Préfet de Région, Préfet de Département et Secrétaires généraux de Préfectures ;

Vu l'arrêté n° 658/PA/CAB/SG/D1 du 28 septembre 2007 du Préfet de la Région des Lagunes, portant création et organisation du Comité technique consultatif régional d'agrément des coopératives ;

Vu la circulaire interministérielle n° 3718/ME.MINAGRA.MININT. du 26 octobre 1998 relative à l'application de la procédure d'Agrément des Coopératives ;

Vu le dossier complet de demande d'agrément déposé le 8 octobre 2007 ;

Vu l'avis favorable du comité technique Consultatif Régional d'agrément des coopératives en sa séance du 12 novembre 2007,

ARRETE :

Article premier. – Le Groupement CANAAN d'Abobo, créé le 16 novembre 2006 à Abidjan, ayant son siège social à Abobo Agouéto PK 18, District d'Abidjan, (Région des Lagunes), 11 B.P. 439 Abidjan 11, est agréé comme coopérative sous le n° 017/code 1101.

Art. 2. – Cette coopérative a pour objet : la promotion et la commercialisation des produits agricoles des membres et l'approvisionnement de ses membres en équipements pour améliorer leur condition de travail et de vie.

Art.3. – Le Secrétaire général de Préfecture d'Abidjan et le Directeur régional de l'Agriculture des Lagunes sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 24 décembre 2007.

J.B. SAM Etiassé.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration d'association n° 63 INT. DGAT.DAG.SDVA. de M. le ministre de l'Administration du Territoire conformément à la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 de la République de Côte d'Ivoire, il a été créé une association dénommée :

«ASSOCIATION POUR L'ORGANISATION DES PRODUCTEURS AGRICOLES DE CAFE- CACAO DE COTE D'IVOIRE (ASS.OPAC - CI).

L'association dénommée : «Association pour l'Organisation des Producteurs Agricoles de Cacao de Côte d'Ivoire (ASS.OPAC - CI) a pour objets :

- d'œuvrer pour l'intérêt général des producteurs Café - Cacao pour l'amélioration de leurs conditions de vie ;
- d'instituer un cadre de réflexion et de participation pour les producteurs de Café - Cacao de Côte d'Ivoire.

Siège : Abidjan - Cocody les Deux Plateaux-Angré, Stars 9-B, lot n° 167 bis, îlot 23.

Adresse : 01 B.P. 8518 Abidjan 01.

Abidjan, le 7 février 2008.

Président.

M. KOFFI OI Koffi Michel.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration d'association n° 58 INT. DGAT.DAG.SDVA. de M. le ministre de l'Administration du Territoire conformément à la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 de la République de Côte d'Ivoire, il a été créé une association dénommée :

«ONG SOLIDARITE AGNEBY ESPOIR»

L'association dénommée : «ONG SOLIDARITE AGNEBY ESPOIR» a pour objets de :

- regrouper allochtones et autochtones en favorisant les échanges entre ses membres dans différents domaines ;
- favoriser la création d'un fond afin de permettre à ses membres de réaliser leurs projets.

Siège : Agboville, Dioulakro, lot n° 247.

Adresse : B.P. 769 Agboville.

Abidjan, le 7 février 2008.

Présidente.

Mme SANOGO Achatta

RECEPISSE DE DEPOT DE DOSSIER D'ASSOCIATION n° 109 PA/CAB/SG/D1

LE Préfet de la région des lagunes, Préfet du Département d'Abidjan, conformément à l'article 8 alinéa 3 de la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations, atteste qu'il a déposé dans ses services aux fins d'en recevoir récépissé de déclaration, un dossier constitutif d'association dénommée : «FONDATION MARIKA ET ARMAND PAULIN» dont le siège est fixé à Abidjan, 01 B.P. 752 Abidjan 01, tél : 22-44-75-03.

Ce dossier qui a été enregistré sous le n° 150/PA du 21 janvier 2008.

Comprend les pièces suivantes :

- 3 exemplaires de statuts ;
- 3 exemplaires du règlement intérieur ;
- 3 exemplaires du procès-verbal de l'assemblée générale constitutive ;
- 3 exemplaires de la liste des membres fondateurs ;
- 3 exemplaires de la liste du bureau exécutif ;
- 3 exemplaires de la liste de présence légalisée,

Le ministre de l'intérieur, en application des dispositions de l'article 37 de la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations, délivrera un récépissé de déclaration à l'issue de l'instruction du dossier.

Abidjan, le 24 janvier 2008.

Le Préfet

J.B. SAM Etiassé.

AVIS DE PERTE

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre Foncier n° 16606 de la circonscription foncière de Bingerville, appartenant à Monsieur CHEICK BOUBACAR Fal, 01 B.P. 3927 Abidjan 01.

Pour Avis.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Suivant récépissé de déclaration d'association n° 41 INT. DGAT.DAG.SDVA. de M. le ministre de l'Administration du Territoire conformément à la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 de la République de Côte d'Ivoire, il a été créé une association dénommée :

«UNION NATIONALE DU PATRONAT DES ENTREPRISES PRIVEES DE SECURITE DE COTE D'IVOIRE (UNAPEPS-CI)».

L'association dénommée : «Union Nationale du Patronat des Entreprises Privées de Sécurité de Côte d'Ivoire (UNAPEPS-CI)», a pour objets :

- d'encourager la professionnalisation du secteur de la sécurité privée
- d'œuvrer à l'assainissement du secteur de concert avec les autorités de tutelle ;
- d'édicter un code de déontologie du métier.

Siège : Cocody Angré les Manguiers Villa n° 210.

Adresse : 22 B.P. 1667 Abidjan 22.

Abidjan, le 16 janvier 2008.

Président.

M. KOULA Edy Yessé Honorat.

ARRETE n° 254 /PDIV/CAB portant agrément de la Société des Planteurs de Djiboua (SOPLAD).

LE PREFET DE LA REGION DU SUD-BANDAMA,
PREFET DU DEPARTEMENT DE DIVO,
(officier de l'ordre national).

Vu la loi n° 61-84 du 10 avril 1961 relative au fonctionnement des départements, Préfectures et sous-Préfectures ;

Vu la loi n° 95-892 du 27 octobre 1995 d'orientation sur l'organisation générale de l'Administration territoriale ;

Vu la loi 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives ;

Vu le décret n° 74-265 du 19 juin 1974 portant délégation de pouvoirs des ministres aux Préfets ;

Vu le n° 97-17 du 15 janvier 1997 portant création de la région du Sud-Bandama ;

Vu le décret n° 98-256 du 3 juin 1998 portant attributions et organisation du conseil supérieur de la coopération ;

Vu le décret 98-257 du 3 juin 1998 portant application de la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives ;

Vu le décret n° 2001-360 du 27 juin 2001 portant délégation dans les fonctions de Préfet ;

Vu la circulaire interministérielle n° 3718/ ME/MINAGRA/MID du 26 octobre 1998 relative à l'application de la procédure d'agrément des coopératives ;

Vu l'avis favorable du Comité technique d'agrément des coopératives en sa séance du 7 Juin 2007.

ARRETE :

Article premier. - La coopérative dénommée : de la Société des Planteurs de Djiboua (SOPLAD), ayant son siège social à Divo sous-préfecture de Divo, département de Divo, région du Sud-Bandama, est agréée comme coopérative sous le n° 254/1611 du 7 juin 2007.

Art. 2. - Cette coopérative a pour objet :

- La collecte, le stockage la transformation et la commercialisation des produits agricoles (Café - Cacao) ;
- L'augmentation des revenus et l'amélioration des conditions de vie des membres ;
- La formation des membres ;
- L'approvisionnement en intrants ;
- L'achat d'équipements collectifs.

Art. 3. - Le Secrétaire général de la préfecture de Divo et le directeur régional de l'Agriculture et des Ressources animales sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Divo, le 7 juin 2007.

Thérèse ZERANSE

ARRETE n° 779 INT.DGC.DVCOM/SDER. portant autorisation et fonctionnement de l'association culturelle dénommée : Ministère de la Parole et de la Résurrection Apostolique (M.P.R.A.).

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 14 février 1922 règlementant la propagande confessionnelle ;

Vu le décret du 16 janvier 1939 portant institution, dans les colonies et pays de protectorat relevant du ministère des colonies, de conseils d'administration des missions religieuses ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-464 du 8 mai 2007 portant organisation du ministère de l'intérieur ;

Vu le dossier présenté par l'association culturelle dénommée : «Ministère de la Parole et de la Résurrection Apostolique (M.P.R.A.)» dont le siège est situé à Ehania S/P de Maféré BP 14 Ehania ;

Vu les conclusions de l'enquête de moralité, objet du rapport n° 15/4 en date du 24 mars 2006 de la Brigade de Gendarmerie d'Ehania ;

ARRETE :

Article premier. - Sont autorisés la constitution et le fonctionnement de l'association culturelle dénommée : « Ministère de la Parole et de la Résurrection Apostolique (M.P.R.A.) », dont le siège est situé à Ehania S/P de Maféré BP 14 Ehania.

Art. 2. - Le Bureau exécutif de «Ministère de la Parole et de la Résurrection Apostolique (M.P.R.A.)» se compose comme suit .

Présidente : M. BLEOUE Koutoua Marc.

Vice-président : M. YAPI N'Drim Ambroise.

Secrétaire général : M. MINGOMIN Koffi Francis.

Treasorier générale : M. KOUAME Karim.

Art. 3. - L'association culturelle dénommée «Ministère de la Parole et de la Résurrection Apostolique (M.P.R.A.)» a pour objets :

- de propager l'évangile dans le monde entier et en Côte d'Ivoire ;
- d'apporter la délivrance et la guérison aux âmes en détresse ;
- d'édifier l'église corps de Christ ;
- de créer un cadre de solidariter et d'entraide entre les membres ;
- de travailler à l'amélioration des conditions de vie de ses membres
- de promouvoir les œuvres sociales et le développement.

Art. 4. - Sous peine de retrait de la présente autorisation, toutes modifications intervenues dans la dénomination, l'administration ou la direction du groupement ainsi que toutes modifications apportées aux statuts, à l'adresse postale et à la situation géographique, doivent être portées à la connaissance de l'autorité compétente.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 29 novembre 2007.

DESIRE Tagro.

Le Chef du Service J.O.R.C.I. au Secrétariat Général du Gouvernement :
M. N'GUESSAN Boni certifie le présent numéro conforme au tirage.
Abidjan, le 14 février 2008